

## AUTOUR DU DIVORCE: DISPUTES ET RÉCONCILIATIONS AU TRIBUNAL (VALACHIE, 1750-1830)

par Constanța VINTILĂ-GHIȚULESCU

Elle: «Pendant ces années, je n'ai pas connu la Sainte Église parce qu'il ne me laissait pas y aller; en outre tous les dimanches et les saintes et divines fêtes, il pêche avec moi pour que je ne puisse pas aller à l'église. Et, moi, la pauvre, je m'oppose parce que je veux aller à l'église et écouter la sainte messe, mais à quoi bon, il se jette sur moi et me bat effroyablement et je dois obéir à ses envies... Et, il y a peu de temps, il m'a battu encore une fois parce qu'il dort toujours avec sa bouteille de vin près de sa tête. Il m'a tout vendu et m'a tout mis en gage de sorte que je suis restée nue et dans la misère; pire, il m'a enulée et parce que j'ai résisté il m'a cruellement corrigée. Il veut que je mange de la viande les mercredis et les vendredis parce qu'il en mange, en disant "c'est quoi Dieu ou la loi chrétienne?". Et, quand il arrive de son voyage, je dois être à ses pieds, prête à le servir, sinon il me torture jusqu'à ce que je reste sans souffle<sup>1</sup>.» Cette plainte est déposée par Smaranda, mariée depuis six ans avec Nițu, un petit marchand d'une petite ville de province, Ploiești, où ils vivent ensemble. Ce document réunit tous les éléments narratifs ordinaires d'une vie malheureuse.

La vie d'un couple est presque toujours l'objet de disputes et de réconciliations. En raison de la fragile frontière entre le public et le privé à l'époque étudiée, la

communauté participe pleinement à toutes les querelles conjugales et devient partie prenante de toute entente, comme de toute séparation. Par ailleurs, l'Église orthodoxe, avec son tribunal ecclésiastique, instrumentalise tous les litiges concernant la famille et l'individu, propose des solutions et s'assure théoriquement de leur mise en application. Les prêtres sont ses spécialistes, mais ils n'ont pas une formation juridique et quelquefois pas même de formation théologique. Mariage et sexualité préoccupent beaucoup ces ecclésiastiques qui essaient d'imposer leur vision à l'aide de peines religieuses plutôt qu'en prenant appui sur la loi<sup>2</sup>. Malédiction, excommunications, jeûnes, prières, fustigations ou autres peines exemplaires exécutées en public sont infligés aux coupables dans le double but de les corriger et de les remettre dans le droit chemin, parce que péchés et crimes sont alors loin d'être pensés séparément (Ingram, 1987, 3). Ainsi, les archives judiciaires du tribunal ecclésiastique rendent compte de la définition de l'ordre et du désordre, du conflit et de la résolution à partir d'une expérience ancrée dans la pratique quotidienne. Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter trop longuement sur le divorce en tant que phénomène social. Il importe toutefois de donner les explications nécessaires pour bien comprendre la logique de la narration.

La mise en scène d'un conflit et sa médiation par les clercs-juges constituent le fondement de cette étude qui vise à comprendre comment l'Église orthodoxe agit pour restaurer l'ordre souhaité au sein des couples et dans la société. Nos archives témoignent du fait que des individus de toutes les catégories<sup>3</sup> sociales ont recours au divorce. La procédure est assez simple: l'époux ou l'épouse dépose une plainte auprès de la Métropole de Bucarest, seule institution à avoir le pouvoir de défaire les liens sacrés du mariage<sup>4</sup>; la plainte est suivie d'une enquête minutieuse dans la paroisse et parmi les voisins du couple, d'une comparution des époux devant ce tribunal ecclésiastique et de celle des témoins, d'une sentence et enfin d'une autre comparution soit devant le même tribunal ecclésiastique, soit devant un tribunal civil (à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) s'il subsiste des mésententes sur la dot et le patrimoine (Ghițulescu, 2004, 40-106; Ungureanu, 2004, 79-101; Vintilă-Ghițulescu, 2004/2005). Le *nomocanon* d'inspiration byzantine, inscrit dans la *Îndreptarea legii* (1652), établit aussi bien les motifs de divorce qui pourraient être invoqués par les époux que les droits sur la fortune commune, la dot ou le sort des enfants<sup>5</sup>. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à demander le divorce<sup>6</sup>.

Pour les femmes, l'appel à la justice représente un outil efficace pour changer leur vie de couple, souvent décrite par elles comme une souffrance sociale. Elles s'en servent amplement, non pas pour mettre explicitement en cause l'ordre social, conçu comme naturel et voulu par Dieu, mais pour aménager des espaces d'action, voire pour se libérer d'un joug trop étroit ou de violences physiques. Le droit leur offre ainsi une voie que le statut que leur attribue la communauté n'autorise pas. En

revanche, la marge de manœuvre des hommes dans l'espace social est sans conteste plus importante. Le mariage représente pour les épouses une contrainte plus lourde à porter que pour les maris qui peuvent se déplacer plus librement et jouissent des privilèges accordés aux hommes pour lesquels la société tolère un comportement sexuel plus libre. Les arguments présentés par les hommes et par les femmes témoignent de cette disparité des possibilités. Les hommes ne demandent le divorce que pour des raisons jugées plus graves liées à leur honneur, à leur fortune ou à leur vie. On verra plus loin que les mariés pensent différemment l'échec marital: les femmes mettent en avant l'argument d'une vie mauvaise devenue intolérable, tandis que les hommes expriment leur mécontentement en accusant leur épouse d'adultère. Ces deux types d'arguments montrent très bien la différence des rôles attribués à chacun à l'intérieur du ménage et la construction sociale du masculin et du féminin dans la société roumaine au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

### **MALHEUR DES FEMMES: DISPUTES AUTOUR DES RÔLES DANS LE MÉNAGE**

Plus ou moins malheureuse, la vie d'une épouse se transforme, par l'intermédiaire d'une plainte, en une «tragédie». À cette époque les femmes du peuple sont en majorité analphabètes, ce qui fait que leurs plaintes doivent être rédigées soit par le prêtre paroissial, soit par le logothète de la chancellerie métropolitaine. Cependant, tous les deux, la femme et son écrivain public, collaborent et soignent les détails du récit pour produire une belle et «vraie» histoire (Davis, 2003, 17), c'est-à-dire une histoire qui doit rester crédible à la suite de l'enquête et de la déposition des témoins.

Responsable de l'économie familiale, le mari a l'obligation de garantir la stabilité matérielle de la maison. L'accomplissement de ses devoirs s'évalue à l'aune de la prospérité du ménage : vêtements, bijoux, nourriture, logement et domestiques figurent comme preuves tangibles du soin qu'il a envers sa famille est de « l'amour » à l'égard de sa femme. En revanche, la femme doit administrer tout ce qu'elle reçoit en contribuant à la prospérité de sa famille. Elle doit en outre « connaître son mari comme homme et comme époux », c'est-à-dire qu'il lui faut montrer sa soumission et sa fidélité. Ces attentes et obligations n'appartiennent pas seulement aux femmes, car on les retrouve aussi dans les propos des voisins et des juges-clerics. C'est autour de la réalisation, partielle ou inexistante, de ces attentes qu'émergent les disputes et les revendications des époux.

L'histoire de Smaranda en ce sens est exemplaire ; elle regroupe une série d'éléments capables d'émouvoir les juges et les enquêteurs, qui sont d'abord des hommes, ensuite des époux, enfin des clercs<sup>7</sup>. Le nœud de la dispute se construit autour d'un comportement détestable pour un chrétien. « C'est quoi Dieu et la loi chrétienne ? », crie le mari qui interdit à sa femme d'être une bonne chrétienne. Aller à l'église, participer à la messe, observer le jeûne, faire le signe de la croix, avoir une icône sur le mur, se confesser et communier à l'occasion des Pâques et de Noël sont les devoirs les plus simples et fondamentaux d'un individu à l'époque. Ce programme religieux minimal l'intègre à la vie communautaire. Plus encore que les hommes, les femmes sont ancrées dans cette pratique religieuse qui définit leur éducation, leur tradition, leur manière d'être. Leur culture religieuse est davantage liée à la transmission de la partie

pratique du culte, à l'accomplissement des importants rites de passages, à l'agencement de leur vie dans un calendrier de l'ordre, à l'observation d'une morale chrétienne. En outre, une femme sait que la pratique religieuse peut ordonner la vie d'un mari ivrogne et prodigue ; parfois ce type de dénonciation est d'ailleurs accompagné d'une requête qui vise à imposer une peine canonique consistant en l'observation d'un calendrier qui comprend notamment la fréquentation de l'église<sup>8</sup>.

Église et taverne, parfois placées l'une à côté de l'autre, ainsi que carrefour et marché sont les lieux de la sociabilité. Or, par ses interdictions de sortie, le mari éloigne son épouse de cette sociabilité désirée et même exigée par les femmes. Ainsi, dans une autre étape de sa plainte, Smaranda fait remarquer que cet enfermement entre les murs de sa maison l'empêche de communiquer avec son entourage : « Je ne peux ni aller chez mes parents, qui sont des marchands honnêtes, ni aller chez mes voisins, ni sortir à la porte, ni rien ; si je le fais, il se rue, les pistolets et le couteau à la main, pour me tabasser à mort<sup>9</sup>. » Elle n'est pas la seule ; d'autres maris enferment leur épouse pour se protéger d'une supposée influence négative exercée par le voisinage ou les parents et pour s'assurer de leur fidélité. Stefan, un tailleur du faubourg Sainte-Ecaterina, à Bucarest, enferme sa femme « avec verrou et cachet » chaque fois qu'il quitte la maison<sup>10</sup>. Participer à la sociabilité communautaire est pourtant une exigence forte de ces femmes parce qu'elle leur fournit la protection du voisinage. Ainsi, Smaranda réussit-elle à pratiquer sa foi grâce à une voisine qui lui apporte le pain bénit. Calina, la femme de Stefan, se sauve grâce à l'aide de son père qui, renseigné par les voisins, vient ouvrir la porte à sa fille et lui apporte à manger.

La porte verrouillée devient un lieu commun dans les plaintes féminines; elle s'interpose entre le besoin d'aide et l'agressivité masculine. Certaines femmes sont effroyablement hantées par cette porte fermée qui revient récit après récit. C'est ce dont témoigne l'histoire de Marie racontée par l'intermédiaire d'un logothète: «Un jour, [son mari] a apporté de la viande et parce qu'elle n'avait pas de bois pour la préparer, il s'est fâché et l'a battue avec la porte verrouillée, sans pitié, jusqu'à ce qu'il lui ait fracturé la main.» Une autre partie du récit fait intervenir cette porte et souligne l'importance de son ouverture: «À cause d'une couette, il l'a tabassée avec la porte verrouillée, sans aucune pitié, jusqu'à ce que les uns et les autres aient enfoncé la porte et l'aient sauvé de ses mains<sup>11</sup>.»

Une épouse a besoin de ses voisins dans toutes les circonstances. Une femme honnête, bonne voisine et bonne épouse recueille les solidarités du voisinage. L'Église orthodoxe accorde un rôle important au chef du ménage dans le contrôle de sa famille: épouse et enfants sont sous sa responsabilité et leur bonne conduite prouve le bon ordre domestique, qui est utile au maintien de l'ordre social. Parfois, à travers un procès, le père ou l'époux est sanctionné pour les méfaits de ses enfants ou de sa femme. Un homme incapable de bien maîtriser sa famille devient un objet de dérision publique et rencontre le mécontentement d'un pouvoir qui lui accorde tous les leviers d'une forte autorité. C'est lui qui doit conserver le calme et la paix à l'intérieur de son ménage. En outre, comme c'est le cas ailleurs en Europe, les voisins n'ont pas la mission de maintenir l'ordre, mais ils peuvent intervenir si cet ordre est mis en péril (Amussen, 1988, 98). Quand

le mari «est la graine du scandale», la femme s'associe souvent au voisinage dans sa lutte pour s'affranchir du joug marital (Capp, 2003, 126). Les voisins observent et jugent les comportements maritaux à partir de la réputation de chaque conjoint. Ils se solidarisent ou se désolidarisent en fonction de cette réputation qui détermine leur intervention. Le scandale ne sert à personne: un ivrogne, un débauché, une putain, une bavarde, une commère sont autant de dangers pour toute la paroisse.

L'ivresse et la dissipation des biens communs provoquent le mécontentement dans toute la société<sup>12</sup>. L'aisance, sinon la prospérité, est le but de chaque famille et le mariage est présumé contribuer à augmenter la fortune ou à maintenir au moins le statu quo. Nous avons commencé l'analyse en observant deux motifs de dispute – les entraves à la vie chrétienne de l'épouse et les violences – moins centraux au regard de l'économie du couple, mais les causes de conflit sont parfois très liées et découlent les unes des autres. En outre, une dispute ne s'organise jamais autour d'une seule raison: à l'ivresse et à la dissipation s'adjoignent souvent d'autres motifs. En fait, l'ivresse est fréquemment à l'origine des autres causes de conflits; elle sème la confusion dans les esprits, pousse à l'action et transforme l'être humain en une bête sauvage. C'est l'avis de toute la communauté, exprimé dans les témoignages, et cette opinion pèse lourd dans l'analyse et dans l'interprétation des comportements. Nițul, le mari de Smaranda, est un fieffé ivrogne. Dans sa plainte, l'épouse raconte qu'il dort toujours près de sa bouteille de vin et, parce qu'il est tout le temps ivre, qu'il n'est pas maître de son corps et de sa pensée. Sous l'emprise de l'alcool, il conteste la paternité de sa fille qui vient

de naître sous le prétexte de ne pas avoir de fils : « Implacablement acharné et plein de vin, son mari aurait pris la nouvelle-née et l'aurait jetée par terre, en disant "pourquoi elle a accouché d'une fille et non pas d'un garçon?" » ; ensuite il a battu et chassé sa femme qui venait d'accoucher trois jours auparavant », notent les enquêteurs dans leur rapport après avoir écouté la femme et ses voisins. Le parrain du couple, *sluger*<sup>13</sup> Gheorghe Boldescu, « qui les a mariés et a baptisé leur fille », confirme devant l'archiprêtre de la ville que sa filleule « ne peut plus vivre et rester à côté de son mari, parce qu'il est perdu pour toujours dans ses mauvaises mœurs connues par tout le monde<sup>14</sup> ». Le voisinage est effrayé par les querelles quotidiennes qui le réveillent et l'enflamment : « Il a donné à sa femme une centaine de piments pour qu'elle les cuise et qu'il les mange ; et quand elle les lui a apportés à table, où il était en train de boire du vin, il les a comptés et observant qu'il en manquait, il l'a prise et l'a menée dans un abattoir pour l'abattre tout en appelant ses voisins pour leur donner de la viande. » Ce type de dispute exige l'intervention des voisins, des relations d'affaires, des parents, des autorités. Les voisins racontent qu'« ils se sont plusieurs fois réunis avec d'honnêtes marchands et ensemble ils sont allés dans sa maison et ils lui ont conseillé d'abandonner ses mauvaises conduites et de vivre honnêtement ». Ces médiateurs essaient d'apaiser un conflit qui pourrait envenimer toute la communauté. Certains époux n'appréciaient pas cette immixtion dans le ménage et la diminution d'autorité qui en résulte. Les uns se tournent vers leurs voisins et profèrent des menaces, alors que d'autres passent aux attaques, aux insultes, aux gifles et aux coups de poings, brandissant même poignards et pistolets. De même, le

village Satul Nou, dans le département de Ilfov, sauve Maria plusieurs fois de son mari, Stan, et de ses cruelles corrections. Quand les voisins voient la femme avec la tête fracassée en trois endroits et le corps tout couvert de bleus, le mari est rappelé à l'ordre : « Les villageois lui ont dit : "tu as fait très mal parce que tu as battu ta femme pour rien" ». Stan a riposté en disant que les corrections appliquées ne sont rien ; désormais il la battra à mort parce qu'elle est sa femme et que personne n'a le droit de s'en mêler<sup>15</sup>. » L'attitude d'un autre mari s'avère plus menaçante pour tout le faubourg Biserica Albă (l'Église blanche) de Bucarest. Sima a l'habitude de corriger sa femme, Antița, tout le temps et en tous lieux. Le prêtre paroissial le gronde et lui conseille « de ne pas la battre » ; la réplique ne tarde pas : « Il m'a donné une paire de gifles sur les joues devant le prêtre Barbu », raconte le prêtre agressé. De leur côté, Voica et sa bru assistent à une correction conjugale au milieu de la rue. Elles essaient de calmer le mari ivre et furieux, mais « Sima nous a insultées », racontent les femmes qui soulignent aussi l'intervention d'un autre voisin, Costea Deliu, pour venir en aide à l'épouse maltraitée. Un autre voisin, Ioniță, dit qu'il a vu plusieurs fois Sima torturant à mort sa femme et l'a entendu maintes fois disant « qu'il incendierait les maisons s'ils s'en mêlent ». Parfois les voisins sont intimidés par la menace et hésitent à intervenir : « Il jure qu'il va la poignarder, couper ses mains et son nez et s'enfuir<sup>16</sup>. » On peut toutefois constater que les mêmes voisins et parents savent également tirer profit de ces vices et de ces faiblesses masculines. Dans le cas du divorce de Smaranda et Nițu, une partie de la fortune du mari et de la dot de sa femme sont mises en gage chez le parrain de celui-ci, tandis que d'autres choses ont

été laissées en gage chez les voisins et d'autres associés d'affaires<sup>17</sup>.

Nous avons vu quels sont les attentes et les mécontentements d'une épouse à l'égard de son mariage. Ces attentes déçues provoquent assez souvent le désespoir et aboutissent à des disputes conjugales. Sont-elles suffisantes pour s'achever en divorce ? Sont-elles assez convaincantes aux yeux des juges ?

## ESPOIRS ET DÉSARROIS DES JUGES

Au tribunal, tous ces faits, toutes ces accusations, insultes, gifles et menaces sont examinés à travers le prisme de l'Église. Il est vrai que le droit canon orthodoxe accepte le divorce pour tout le peuple, hommes et femmes, boyards et paysans, artisans et marchands. Cependant, entre la loi écrite et sa mise en pratique, le chemin est long, les procédures catégorisées et hiérarchisées. Les standards sont différents pour les hommes et les femmes, ainsi que pour les nobles et les paysans. Nous n'insisterons pas ici sur le statut et les privilèges de l'aristocratie parce que notre recherche concerne le peuple ordinaire : les paysans, les artisans, les petits marchands et la petite noblesse de province. Le but de l'Église est de garder « ce que Dieu a uni » et le tribunal agit constamment dans cette optique.

Avant de faire appel à la loi, les juges-clercs manipulent tous les éléments religieux capables de sensibiliser l'inculpé et l'accusatrice : « Étant donné que nous sommes dans le Grand Carême, les clercs nous ont conseillé de nous réconcilier cette fois-ci », affirme un couple<sup>18</sup>. La parenté, le voisinage et les amis se trouvent forcés de participer à ce raccommodement. Tout moyen est bon pour persuader les époux et leur entourage de

la valeur spirituelle, morale et économique d'une alliance. Le couple ne fonctionne plus depuis longtemps, les bleus sont évidents, les faits sont graves, les haines ne peuvent plus être maîtrisées, cependant les clercs insistent : « Selon la loi, ils doivent se séparer, mais... ». Ce « mais » revient toujours et représente le clou auquel l'espoir s'accroche au moins pour quelque temps. Mais à ce stade les juges-clercs ne réussissent à convaincre que peu de gens. En dépit de la fête ou du carême, de la honte ou du déshonneur, les hommes et les femmes qui veulent divorcer prêtent peu d'attention à ce type d'arguments ; ils insistent pour rompre à jamais « les saintes liaisons de mariage ».

Les juges passent alors à l'interprétation des accusations. La violence conjugale est un motif de divorce prévu par la loi et accepté par le tribunal ; pourtant elle seule n'est jamais prise en considération. Il faut tenir compte de ce que la loi définit comme violence et vie malheureuse [*« trai rău »*]. Les articles 183, 184, 185 et 220 du code *Îndreptarea legii* (1652) expliquent la cohabitation malheureuse et la manière dont cela peut être invoqué comme motif de séparation, aussi bien par l'homme que par la femme. Le premier paragraphe de l'article 183 dit que « la femme peut demander au juge ecclésiastique de la séparer de son mari lorsque celui-ci la bat sans raison et lui fait des blessures par les armes ». Ensuite sont définis les termes de « correction » et de « blessures par les armes », puisqu'une ou deux gifles appliquées de temps en temps, dit la loi, ne peuvent constituer un motif sérieux de séparation. Le deuxième paragraphe du même article stipule que le juge peut considérer qu'il y a véritable correction lorsque la femme « ne peut pas parler au juge, qu'elle ne peut pas dire, avec sa propre bouche, sa plainte ». En effet,



poursuit l'article, «si la correction n'a pas été si dure, les mariés ne se séparent pas». L'article 185 précise ensuite les types de châtiment que le mari peut appliquer à sa femme sans être puni, puisque la correction n'est alors pas regardée comme une humiliation, mais comme un redressement. Selon cette définition, l'homme reçoit le droit de punir sa femme «quand elle se rend coupable» d'une offense et la loi recommande alors un châtiment «mesuré» et accompli «avec douceur». La punition peut revêtir des formes de plus en plus dures si les fautes reprochées à la femme sont plus graves. L'homme, en tant que maître, détient le pouvoir sur sa femme et il a le droit de réagir par tous les moyens pour conserver sa «propriété» en bon état. En tant que possesseur du savoir, il a l'obligation d'apprivoiser sa femme, de l'éduquer, de lui expliquer le bien et le mal. Il peut le faire avec douceur ou en utilisant la force lorsqu'il se heurte à l'obstination de son épouse. Dans ces cas-là, la séparation est accordée seulement si la femme peut démontrer à l'aide de preuves irréfutables que l'agressivité et la méchanceté se répètent et risquent de provoquer sa mort. Si la correction est appliquée de la main ou du poing, cela n'est pas considéré comme de l'agressivité quelle que soit la fréquence de l'application (*Îndreptarea legii*, 1962, 180-183).

La loi ne fait ainsi que renforcer la position que l'homme occupe au sein de sa famille en lui donnant une large liberté dans le contrôle de celle-ci, au besoin par la force physique<sup>19</sup>. L'usage de la violence, en effet, est un atout essentiel pour marquer cette position de force et de pouvoir dans le foyer, un des lieux où, selon Roderick Phillips, les hommes exercent leur autorité sans être inhibés par la loi et par sa mise en application (Phillips, 1979, 555). Dans ces conditions, la

violence domestique, présente dans presque toutes les plaintes, n'est pas toujours un motif de séparation. Le tribunal ecclésiastique n'interdit pas au mari de punir sa femme, il tente seulement d'inscrire cette violence domestique dans certains cadres : la correction ne doit être appliquée que lorsque la femme la mérite réellement et qu'elle se montre insoumise, le mari recevant cependant la liberté de définir la culpabilité. Le tribunal cherche également à apprivoiser l'agressivité masculine en insistant sur la nécessaire indulgence face à la faute et sur la pondération qui doit présider au châtiment.

À partir des définitions légales et des principes qui guident les juges, nous pouvons maintenant observer la pratique juridique et la vie ordinaire des gens. Smaranda se présente pour la première fois devant la justice le 19 juin 1813. Immédiatement, le tribunal commence son enquête sur place : l'époux et l'épouse sont questionnés, les voisins interrogés, les parents appelés à exprimer leur opinion. Les accusations de la femme sont graves. Le mari a le droit de se défendre, d'expliquer son comportement, d'apporter des preuves, de démontrer que sa femme, par sa conduite, mérite d'être corrigée de temps en temps. Même l'épouse accepte la correction en cas de conduite indigne : «Toutes ses souffrances me seraient dues si j'étais une putain, une voleuse, une ivrogne ou une paresseuse, mais toutes ces choses sont si loin de moi, pauvre de moi», se lamente Smaranda. Or le tribunal part de cette lamentation et exige une réponse de la part du mari : «Il doit nous montrer pourquoi il fait ce type d'infamies à sa femme ; est-ce qu'il la connaît en putain ? Est-ce qu'elle est une ivrogne ? Ou a-t-elle d'autres mauvaises mœurs ?» Nițul essaie, dans un premier temps, de produire des

preuves sur place; il n'a aucun reproche à se faire à l'égard de sa femme, ses camarades peuvent à tout moment témoigner qu'il est un bon mari. Pour renforcer ses dires, il dépose devant la cour trois témoignages écrits décrivant ses qualités: honnête homme sans aucun vice. Amenés devant la justice, les témoins nient tout témoignage et refusent de reconnaître leurs signatures. En outre, ils soutiennent le contraire: Nițu «est entièrement tombé dans la passion du vin, la cause de toute la mauvaise vie qu'il mène avec sa femme<sup>20</sup>». Comme dans d'autres cas observés, les événements s'inscrivent dans une logique: l'histoire de la femme et les histoires des voisins vont dans la même direction, sans aucune surprise.

Les disputes domestiques sont variées, difficiles à inscrire dans un cadre spécifique. Les juges écoutent tout le monde et demandent des preuves dignes d'être crues. Les mots ne sont d'aucun soutien s'ils ne se retrouvent pas dans la pratique: dans les témoignages, les preuves de violences visibles sur le corps, les dots gaspillées, etc. Toutefois, le mensonge, l'exagération et la fabulation font inévitablement partie de toute narration<sup>21</sup>. D'ailleurs, les juges expriment leur difficulté à bien discerner la vérité d'un mensonge et justifient ainsi l'appel permanent aux témoins. En certains cas, l'omission participe à la construction d'un événement: les femmes négligent de dire qu'elles remettent souvent en cause l'autorité masculine, tandis que les hommes diminuent leur rôle dans l'émergence des disputes et insistent sur la proximité des beaux-parents, principaux coupables pour toutes les mésententes.

Quand les voisins sont questionnés sur le comportement du couple d'Evcea, fabricant de bougies, et de Maria, ils confirment les accusations de la femme

– ivresse, dissipation, corrections – mais ils ne peuvent pas cacher le fait «qu'elle répond à son mari pendant leurs querelles<sup>22</sup>». De son côté, Stana préfère se faire justice elle-même et quand son mari rentre ivre, elle le corrige. Le mari, Nicolae, boulanger du faubourg Saint Ioan, à Bucarest, n'est pas du tout content d'avoir été giflé par sa femme qui l'a calmé en lui disant «que c'est la tradition qu'une fois par année la femme gifle son mari<sup>23</sup>». Mais, si les fois se répètent...

En d'autres occasions, la surprise est réelle: la femme accusatrice s'avère être tout à fait différente de celle décrite dans sa plainte. Ilinca Brașoveanca poursuit son mari devant la justice pendant cinq ans. Ses accusations d'ivresse, de gaspillage et de mauvais traitements s'évanouissent pourtant face aux témoignages des voisins qui évoquent son tempérament bruyant. Les voisins «savent que Ilinca est une femme très méchante, bavarde et hostile à son mari, qu'elle l'insulte et le déshonore dans les rues, dans la foire, dans les faubourgs, partout où elle le rencontre. En outre, elle a osé lui donner des claques». Elle n'est pas plus tendre envers son mari en face des magistrats: «Étant devant le tribunal ecclésiastique, elle l'insultait en disant qu'il est syphilitique, voleur, coureur, vieil ivrogne, prodigue et beaucoup d'autres choses qu'on ne peut pas nommer», note le greffier<sup>24</sup>.

Les juges ne prennent pas tous ces reproches en considération et croient que les époux ont toutes les chances de se rapprocher. Ils se font un allié de la partie considérée comme faible, généralement la femme. Dans le couple Smaranda et Nițu, l'époux coupable déclare son accord pour rester ensemble et fait des promesses notées dans une «lettre de réconciliation»<sup>25</sup>. Cela se passe le 29 juin 1813.



Le 29 mars 1814, Smaranda revient avec une autre demande de séparation et avec de nouvelles accusations ; l'engagement du mari n'a pas eu une longue vie<sup>26</sup>. De son côté, Stefan le tailleur donne aussi une lettre de réconciliation où il s'engage à bien vivre avec sa femme, Calina ; les juges veulent le croire malgré les bleus encore visibles sur le cou de la femme. Mais parce que Calina ne veut pas accepter l'accord, elle est envoyée au couvent pour qu'elle réfléchisse : désire-t-elle la séparation ou veut-elle malgré tout rester avec son mari ? Après quatre semaines, Calina déclare préférer la mort plutôt que de vivre auprès d'un tel homme. Elle obtient gain de cause, mais perd en revanche le droit de se remarier<sup>27</sup>.

Ilinca Braşoveanca, quant à elle, séjourne également dans le monastère où a été enfermée Calina ; entre 1779 et 1784, cette épouse va et vient entre la maison et le tribunal. Le 23 septembre 1779, elle obtient une séparation temporaire<sup>28</sup>. Quelques jours plus tard, elle fait une autre demande : revenir chez elle. Le métropolite exige un garant qui doit contresigner la lettre de réconciliation ; elle en trouve un. Le 19 août 1781, elle est de nouveau au tribunal où une autre réconciliation a lieu<sup>29</sup>. Ce n'est pas la dernière ; d'autres plaintes, d'autres audiences, d'autres accords suivent pendant cinq ans. Le 30 juillet 1784, les juges se montrent exaspérés par cette femme et ses incessantes requêtes : « Elle flâne comme une femme venimeuse et turbulente, accusant les clercs de la Métropole d'avoir reçu un pot-de-vin que son mari leur a donné et ainsi que sa justice a été "couverte". Et sans avoir raison ni preuves, elle raconte des menteries et nous fâche. » Le mari se trouve aussi au seuil du désespoir et ne la veut pas chez lui. Le divorce est prononcé. Les clercs pensent

que le divorce n'intimide pas cette femme si persévérante et désireuse de scandale. Elle est d'abord fustigée publiquement et ensuite enfermée dans un monastère pour servir d'exemple à d'autres femmes aussi indignes et « surtout pour laisser tranquille son mari Pană parce qu'il a besoin de calme et de temps pour refaire sa fortune ». Ils créent toutefois une possibilité de sortie : si le monastère la sauve de son horrible comportement, et si le mari la veut, elle peut redevenir épouse de Pană<sup>30</sup>.

L'ivrogne et le dissipateur, la bavarde [*«limbuta»*] et la mégère, le débauché et le bigame, la dévergondée et l'irrespectueuse peuvent toujours être insérés dans un programme de redressement. L'Église en effet croit fortement que tout l'individu peut être un bon chrétien, un sujet payant ses impôts et aimant l'ordre. L'institution agit dans cette optique et fait pour cela usage de tous les outils à sa disposition. L'enfermement au monastère en est un parmi d'autres. « Prison-corrective » (Foucault, 1997, 234), le monastère a pour but de transformer l'individu et de contribuer à sa rééducation. Calina et Ilinca sont envoyées au monastère pour des motifs différents, mais avec le même but : remodeler leur esprit. Les deux femmes doivent réfléchir à leurs vies et à leurs mariages. Pour la première, le monastère est vu comme une solution, alors que pour la deuxième il se présente comme une pénitence. Sous l'abri sacré, elles ont du temps et un personnel spécialisé pour les aider à changer leurs comportements et leur vision du monde. Il est vrai que Calina est une victime du mariage, mais elle refuse de se soumettre à la décision ecclésiastique d'accorder une autre chance à son mariage. C'est pourquoi elle réfléchit entre les murs du couvent seulement quatre semaines,

tandis qu'Ilinca, vue comme une pécheresse et une méchante, y restera presque six mois.

Les époux violents passent par le même programme de redressement : correction publique, prison et travail forcé leur sont réservés. Pour rester parmi les acteurs déjà évoqués, prenons comme exemple Evcea, le fabricant de bougies. Il est envoyé pour servir comme homme de peine dans les maisons princières pour un an parce qu'engagé depuis trois ans dans un procès contre sa femme ; aucune autre sanction ne l'a fait renoncer aux mauvais traitements qu'il lui inflige, et au gaspillage de la dot et de la fortune commune<sup>31</sup>. D'autres sont forcés à se corriger avec l'aide du public. La peine dite de «l'attelage au joug» est mise en pratique par le prince Alexandre Ypsilanti (1774-1782). Elle est surtout destinée à ceux qui ne vont pas à l'église et ne respectent pas les fêtes religieuses, mais peut également être utilisée pour les époux violents, ivrognes et prodigues. Le joug est placé devant chaque église ; le coupable y est immobilisé, le dimanche ou les jours de fêtes, de sorte que tous le voient. Le 19 novembre 1781, Calin du faubourg Dichiu, à Bucarest, est immobilisé dans un tel joug parce qu'il est un ivrogne et un débauché, ne respecte pas ses parents et vit très mal avec sa femme<sup>32</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 1784, devant l'église de faubourg Precupeții Vechi, à Bucarest, Dragul est ainsi entravé sous le joug, puni pour avoir menacé sa femme de l'enfermer dans la maison et ensuite de la faire brûler<sup>33</sup>.

«Pour servir d'exemple à d'autre» et «pour calmer l'esprit» : ces deux expressions sont les arguments de chaque décision ecclésiastique. Les juges essaient de sauver le couple et de garder la famille unie par tous les moyens. Ils donnent

rarement une sentence de divorce dès la première comparution : il faut que la mauvaise vie soit aggravée par d'autres facteurs, comme une maladie grave (lèpre, cécité, infirmité sérieuse, épilepsie avancée), l'abandon du domicile depuis cinq ans ou le désir d'entrer dans l'ordre monacal, pour que la sentence soit prononcée immédiatement. Les couples passent par des phases de réconciliation et des programmes de redressement sous la surveillance des voisins et des parents, qui s'en portent garants. Certains ne reviennent pas en instance et prouvent ainsi l'efficacité de cette méthode, alors que d'autres finissent par obtenir le divorce réclamé.

### **DÉSHONNEUR DES HOMMES : DISPUTES AUTOUR DE L'AUTORITÉ MASCULINE**

Lui : il «n'a connu ni l'amour, ni la soumission de sa part ; de plus elle l'a incité à la soupçonner d'être attirée par des rustres. Et dans ce mois-là, étant parti à Bucarest, pour ses affaires, son frère l'aurait vu pendant qu'elle plaisantait et rigolait avec un apprenti, qui sert dans leur boutique, à savoir Nicolae. Ces plaisanteries et réjouissances ont déterminé son frère à la guetter jusqu'à ce qu'il l'ait surprise avec celui-ci. Après son retour de Bucarest, il a commencé à fouiller dans les coffres et il a trouvé un balluchon contenant des charmes et des souris. En outre, il a trouvé, caché dans un miroir, la bague de ce Nicolae. Il ajoute qu'il lui manque 27 rubis tous neufs<sup>34</sup>». Cette plainte est portée par le petit marchand Sandu, fils de Matei, demeurant dans la ville de Craiova et marié depuis un mois et demi avec Catinca, la fille de Dinu Cernătescu, demeurant dans le village de Botoșești, département de Mehedinți.

Les femmes sont plus nombreuses à faire appel à la justice quand il s'agit de conflits conjugaux, mais cela ne signifie pas que les hommes sont dépourvus de critiques à l'égard des conduites féminines ou qu'ils n'en font pas état devant la cour. La soumission et la fidélité sont deux comportements fortement revendus par les hommes de la part de leurs femmes. Pour garder la paix au sein de leurs ménages, certaines femmes acceptent cette soumission ; soumission qui devient un puissant argument devant la justice et autour de laquelle la femme construit ses reproches. Se soumettre est une attitude prêchée par les clercs, conseillée par les proches, insérée dans les mœurs de l'époque. Cependant, l'assimilation de cette obéissance dépend « des tempéraments individuels et des circonstances » (Capp, 2003, 74). Smaranda accepte une obéissance absolue, mais elle attend d'en être récompensée au moins avec l'accomplissement des obligations spécifiques aux maris : respect, soin, approvisionnement, protection. D'autres femmes préfèrent réagir et répondre à toute offense, à toute insulte et même se défendent elle-même devant la violence masculine. Micu Roșca du village de Poenari, département de Muscel, se plaint que sa femme refuse toute obéissance : « J'ai découvert des mauvaises mœurs à ma femme après une année de mariage et je l'ai corrigée pour qu'elle les abandonne. Lorsqu'elle a vu que je ne la supporte pas avec ces mœurs, elle m'a dit que je lui ferme le monde et elle préfère devenir religieuse qu'être arrêtée<sup>35</sup>. » De même Pătrașco, menuisier de Bucarest, se lamente que sa femme Bălașa écoute depuis vingt ans les conseils de sa belle-mère et ignore toujours ses propres recommandations : « Chaque fois que j'ai voulu la corriger en tant que son mari, elle

s'est enfuie de chez moi, étant reçue par sa mère. » Le refuge dans la demeure de ses parents donne à Bălașa le courage d'affronter Pătrașco quand celui-ci lui ordonne « d'agir selon sa volonté à lui, et non pas selon la sienne » et de lui répliquer qu'elle connaît « la route de Turtucaia », autrement dit le chemin de la maison de ses parents<sup>36</sup>. Sofica, quant à elle, réagit violemment devant les reproches de son mari Dobre : « Elle part ailleurs à son insu et sans avoir son consentement et s'attarde. Lorsqu'elle rentre, il lui demande où elle a été et la gronde [en disant] "pourquoi ne reste-t-elle pas à la maison et ne s'occupe-t-elle pas de son ménage". Sans rien dire, elle a pris une chaise et m'a frappé à la tête », raconte Dobre, épicier du faubourg Goleșcu, à Bucarest, par l'intermédiaire de l'écrivain public<sup>37</sup>.

Soumission et fidélité sont étroitement liées parce que la soumission assure la fidélité. Selon les termes de la loi, une femme n'a pas le droit de quitter sa demeure sans l'accord de son mari, sauf pour rendre visite à des proches (*Îndreptarea legii*, 1962, 222). Sortir du village ou du faubourg ne fait pas d'elle une putain, mais engendre des suspicions concernant son comportement. La fidélité de la femme mariée constitue l'essence de sa réputation et les insultes qui lui sont adressées tournent toujours autour du thème de la pureté sexuelle<sup>38</sup>. L'homme peut être un « vilain », un « chiffon » ou un « barbare », la femme, dans les plaintes, reçoit presque toujours l'appellation de putain. L'insulte témoigne non seulement des sujets sensibles pour une femme, mais révèle aussi que sa marge de manœuvre sociale est beaucoup plus réduite que celle des hommes (Amussen, 1985, 277). De plus, les injures adressées aux hommes par d'autres

hommes, et même par des femmes, ont souvent comme sujet principal cette pureté des femmes, que celles-ci soient leurs épouses, leurs mères ou leurs sœurs. Les femmes se révoltent dans leurs plaintes devant cette désignation et exigent le respect de leurs maris pour conserver le respect de la communauté. Maria raconte que son mari Lazăr l'appelle «pute» à haute voix et en public de sorte que tout le voisinage s'en moque. Il est du devoir du mari de défendre et de garantir l'honneur de la femme, mais Lazăr incite et participe à la moquerie collective de sorte que «je suis, pauvre de moi, sujet d'insultes et dans la bouche de tous sans avoir aucun appui de la part de mon mari», se lamente Maria dans sa plainte<sup>39</sup>. Rhétorique mise à part, cette femme témoigne de la portée d'une insulte facilement utilisée par tout le monde. L'insulte peut avoir des répercussions sur la vie d'un couple et sur l'honneur d'une femme. Quantité de disputes éclatent à partir de simples suppositions qui s'avèrent être, lors de l'enquête, sans aucun fondement, ce qui ne convainc point le mari, ni ne l'aide à laisser de côté les intrigues forgées dans son esprit: «Je suppose que ma femme ne respecte pas notre mariage, qu'elle va dans des endroits où je lui interdis d'aller et où elle va pourtant de nouveau», se plaint le boulanger Nicolae, dont les suppositions sont nourries par l'attitude de sa femme qui lui désobéit. D'ailleurs, il ne lui en faut pas davantage pour amplifier ses doutes et les transformer en accusations dans des moments d'emportement dû à l'alcool<sup>40</sup>. Dans le faubourg Mihai-vodă, à Bucarest, Neacșa lance la rumeur que sa voisine, Marica, est «une pute qui pêche avec mon mari». La rumeur court et frappe les oreilles du mari qui chasse Marica avec son bébé

dans les bras pour la raison «qu'il ne la veut plus avec ce bruit collé à son honneur». L'enquête montre qu'il s'agit d'une querelle causée par l'envie entre voisines et demande un aveu public de la part de Neacșa pour ainsi rassurer le mari méfiant<sup>41</sup>.

La suspicion et la jalousie se mêlent parfois et les maris se mettent à douter de leurs femmes, à tort ou à raison. Certains sont obnubilés par leurs soupçons et l'anxiété les transforme en tyrans. D'autres se conduisent en policier, poursuivant leur épouse ou demandant à d'autres de le faire pour eux. Tout geste est interprété et réinterprété, toute absence prolongée devient l'objet d'une scène, tout refus de nature sexuelle mène au scandale. Pour gagner leur vie et pour assurer l'économie d'un ménage, certains hommes partent dans une autre ville ou dans une autre région dans l'espérance d'obtenir un travail et la chance de faire fortune. De deux ou trois mois prévus et promis à l'épouse, l'absence devient un état permanent. Cette mobilité masculine entretient le climat de méfiance et donne plus de liberté à la femme, laissée parfois sans ressource et sans protection. Prendre un amant devient ainsi un moyen de survie et la femme se tourne alors vers un homme capable de prendre à son compte les responsabilités économiques du ménage en retour de services de nature sexuelle. C'est une justification mise en avant devant le tribunal par les femmes accusées d'inconduite sexuelle, justification qui pèse lourd dans la décision judiciaire. Petco, couturier du faubourg Gorganului, à Bucarest, part en Moldavie pour gagner sa vie et laisse sa femme et ses enfants seuls sans ressource. Il revient après une année et huit mois et trouve sa femme avec un autre homme. Le mari avoue qu'il est parti pour une période

longue sans laisser de quoi se nourrir à sa famille et que sa femme «avec ses mains a tenu le ménage<sup>42</sup>». Prenant en compte ces arguments, les juges ecclésiastiques attribuent à l'époux une partie du blâme et admettent tacitement la nécessité de tels rapports illicites, provoqués en grande partie par la pauvreté. Ils obligent le mari à fermer les yeux devant le déshonneur dont il s'est rendu lui-même responsable.

L'infidélité est une offense grave considérée différemment par les hommes et par les femmes. Les hommes la lient à leur honneur et à leur autorité, tandis que les femmes réagissent seulement quand les économies de la famille sont dilapidées à l'extérieur du ménage. Le petit marchand Sandu insiste dans sa plainte sur la souffrance provoquée par l'adultère de sa femme: «Quand son frère lui a tout raconté, il est tombé dans une grande mélancolie et ne comprend pas comment sa femme peut rigoler avec un tzigane<sup>43</sup> et que lui, son mari, soit si détesté.» En l'absence de son mari, Catinca Cernătescu est surprise avec l'apprenti Nicolae par son beau-frère. Au même moment, elle est accusée d'avoir des relations étroites et affectives avec son esclave tzigane reçu par l'acte dotal pour la servir comme domestique. Dans sa plainte, le mari cocu explique qu'il aurait pu fermer les yeux devant l'insoumission et le dégoût pour ainsi éviter la honte et les dépenses d'un procès, mais il ne pourra jamais oublier qu'elle «a sali son honneur et le sacrement du mariage<sup>44</sup>».

La société juge et interprète la sexualité avec un double standard: liberté masculine et abstinence féminine (Thomas, 1959, 195-217; Capp, 1999). Si la jeune fille est éduquée de manière à donner plus d'attention à son comportement sexuel, en tant que génitrice légitime d'un lignage, le jeune homme est encouragé par son

père à avoir des aventures, parce que «ce n'est pas honte, mais louable de pécher en secret avant le mariage», note l'historien Dimitrie Cantemir lorsqu'il rédige son histoire sur les mœurs des Moldaves au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le secret n'a aucune relation avec la honte, mais plutôt avec l'acte sexuel illicite taxable par le paiement d'une amende perçue sur le péché de la chair [*«gloaba»*] (Cantemir, 1973, 233). L'infidélité conjugale est jugée de façon différente en fonction du partenaire qui s'y livre: insignifiante et excusable si elle vient du mari, elle acquiert une gravité maximale si elle vient de la femme (Thomas, 1959, 195). Cependant, une épouse ne tolère pas nécessairement l'adultère de son mari, même si elle est formée à l'accepter tant que celui-ci n'engendre pas la ruine économique et affective du ménage. L'accusation d'adultère est tissée dans la plainte avec d'autres motifs: mauvais traitements, souffrance physique provoquée par la syphilis, abandon dans la misère. La femme a besoin de renforcer sa plainte parce que l'adultère masculin n'est jamais une raison suffisante aux yeux des juges. Mihalcea, fabricant d'escarpins du faubourg Răzvad, à Bucarest, fait venir ses amantes dans sa maison même et sous les yeux de sa femme. Celle-ci le dénonce parce qu'il lui vole l'argent qu'elle gagne «de ses propres mains», pour satisfaire les «désirs de son cœur». Lors de l'enquête, les voisins ne racontent rien sur les adultères répétés de l'époux, mais mettent en revanche l'accent sur le fait qu'il néglige son épouse, obligée de travailler et de s'entretenir elle-même. Ensuite, Mihalcea raconte lui-même «qu'il s'est accouplé avec des putes». Le tribunal consigne le fait dans la lettre de réconciliation, où il est critiqué pour la vie misérable qu'il impose à sa femme, mais sans référence à l'adultère<sup>45</sup>.



## UN HONNEUR RAPIÉCÉ : PAIX DES JUGES/FIERTÉ DES ÉPOUX

En matière d'immoralité conjugale, deux termes sont employés dans les codes de lois : l'adultère (« *preacurvie* ») et la luxure (« *curvie* »), le second se rapportant à la fois aux relations extra-conjugales et à la prostitution. Dans la pratique judiciaire, c'est surtout ce dernier terme qui est employé englobant les deux sens : adultère et fornication. En 1783, le Code pénal, conservé sous forme manuscrite, définit l'adultère de façon claire : « La femme qui tout en ayant son homme s'accouple avec un autre ou l'homme qui tout en ayant sa femme s'accouple avec une autre, cela signifie qu'ils commettent l'adultère<sup>46</sup>. » Les deux codes – *Îndreptarea legii* (1652) et le *Code pénal* (1783) – prévoient des sanctions extrêmement dures pour l'infidèle. Dans *Îndreptarea legii* (1652), les sanctions s'appliquent en fonction du lieu où l'adultère est consommé. L'adultère commis à l'intérieur de la maison et dans le lit commun donne au mari le droit de tuer sa femme et son amant sans craindre la punition. Si l'acte se déroule en dehors du foyer conjugal, il ne peut que demander la séparation et obtenir, comme compensation, la dot (*Îndreptarea legii*, 1962, 234). Dans le *Code pénal* de 1783, la femme infidèle est certes punie, mais il ne s'agit plus de la tuer. Entre 1652 et 1783, l'homme a perdu ce droit ; même s'il n'en a pas usé dans la période précédente et si le pouvoir ne l'y encourageait pas, cela a pourtant existé au moins en théorie. Outre les sanctions immédiates (correction physique, coupe des cheveux, nez coupé), la femme infidèle peut être

enfermée au monastère pour deux ans, pendant lesquels le mari a le temps de décider s'il la reprend ou non. S'il refuse, la femme est obligée de passer le reste de sa vie au monastère<sup>47</sup>.

L'adultère masculin n'est pas traité avec la même sévérité dans la législation. Le Code pénal inclut une référence générale qui concerne autant l'adultère masculin que l'adultère féminin : les adultérins sont punis avec correction physique, coupures des cheveux et de nez<sup>48</sup>. En revanche, le code *Îndreptarea legii* fait montre de plus de tolérance envers l'homme qui est jugé immoral, bien que ce dernier soit obligé de remettre à sa femme la dot et les cadeaux reçus en faveur de mariage (*Îndreptarea legii*, 1962, 222).

En général, le tribunal ecclésiastique insiste pour que la première faute de l'épouse soit pardonnée et que les parties se réconcilient, demandant aux maris de « fermer les yeux cette fois-ci » et d'espérer que leur femme s'amendera. En effet, le premier écart peut avoir pour cause le jeune âge de l'épouse et, à ce titre, doit être pardonné par les maris, puisque selon les ecclésiastiques, l'âge des passions est aussi celui où la sagesse fait défaut. De plus, la femme, par sa nature, pèche plus facilement car elle est plus vulnérable à la tentation et cet aspect doit être pris en compte dans le jugement de la débauche féminine. Divers arguments sont ainsi puisés tant dans le code de lois *Îndreptarea legii* que dans l'Évangile pour ensuite être utilisés par les ecclésiastiques lorsqu'ils essaient de maintenir le couple uni et d'éviter une séparation sollicitée parfois très tôt après le mariage. Le tribunal rappelle alors aux maris qu'ils doivent être les éducateurs, les protecteurs et les défenseurs de leurs familles.



Nombreux sont ceux qui cèdent provisoirement devant l'insistance des pères ecclésiastiques, soit par gêne ou par crainte, mais leur vie ne s'améliore pas et quelques mois plus tard ils redemandent la séparation. C'est le cas de Petco considéré coupable pour l'adultère de sa femme parce qu'il l'a quittée sans lui laisser de quoi survivre<sup>49</sup>. Plusieurs maris trouvent non seulement un autre homme dans leur lit, mais aussi des enfants nés de cette liaison illicite. Les bâtards ne sont que la preuve irréfutable de l'adultère, le souvenir d'un grand déshonneur qui ne peut pas être effacé. Or, les maris ne peuvent pas gommer de leur mémoire quelque chose d'aussi visible à tout moment de leur vie malgré les insistances ecclésiastiques. «Je m'engage fortement à ne pas lui rappeler tous ses faits du passé; au contraire, je promets d'avoir pitié d'elle et de lui apporter toutes les choses nécessaires dans une maison», écrit Ghincea Postelnic dans sa lettre de réconciliation, persuadé par les juges de pardonner les fautes de sa femme adultérine et insoumise. Si Ghincea peut accepter la médiation du tribunal et attendre le changement promis<sup>50</sup>, Apostol, mercenaire, n'a aucune envie de fermer les yeux. Après dix mois d'absence, il trouve sa femme enceinte et la solution naturelle, croit-il, est le divorce. Les juges insistent et demandent, au nom de la femme, indulgence, pitié et pardon d'autant plus que le couple a déjà une fille. Le mari s'y oppose et désire se charger de l'éducation de sa fille (âgée d'un an) en prétendant qu'«il a autant de savoir que d'argent nécessaire pour s'en occuper; en outre il pourra la doter et la marier. Et il veut que sa fille le connaisse en tant que père<sup>51</sup>». Devant une telle offre, les clercs

cèdent et accordent le divorce parce que leur principale crainte, l'avenir de l'enfant du couple, a été résolue. En outre, ils ne peuvent pas le forcer à prendre en charge un bâtard. À une époque où la légitimité des héritiers est essentielle, un bâtard n'a pas de place dans la descendance, n'a pas de droits successoraux et n'est pas sous la responsabilité du chef de famille. Les clercs se retrouvent sans argument dans ce cas.

La réputation est un autre élément qui pose des problèmes aux juges. Des individus faibles et des individus résolus arrivent au tribunal: les uns se plient aux demandes des juges et cèdent sans pour autant respecter leurs engagements; les autres sont opiniâtres et fiers, fermés à tous les conseils, exemples bibliques ou principes humanitaires. La réputation masculine pèse lourd dans la conception d'un statut social. Or l'insoumission et l'adultère de leur épouse mettent en cause leur autorité au sein du ménage, ainsi que leur prestige parmi les voisins et les camarades d'affaires. Radu, paysan aisé de Bărăști, dans le département de Teleorman, chasse sa femme dès qu'il la surprend avec son domestique qui, en son absence, tient sa place dans le lit conjugal. Homme d'honneur et travailleur, Radu refuse de «subir le mépris des gens» et demande la séparation<sup>52</sup>. La réputation et la fierté obligent le mari à réagir immédiatement pour ne pas devenir complice de la débauche, pour que sa personne ne soit pas souillée par contamination avec le corps imbibé du péché. Un mari qui pardonne un tel comportement gagne peut-être la pitié de sa paroisse, mais il en perd l'estime. De plus, il sait qu'une première concession laisse la porte ouverte pour plusieurs autres.

Un procès d'adultère implique les domestiques et les apprentis, les voisins et les parrains, les amis et les camarades, mobilisés dans le soutien d'une cause importante pour le mari inquiet pour sa réputation et face aux juges désireux de réconcilier les époux dans le but de préserver le sacrement. Cette lutte pour la «véracité» détermine les juges à exiger des preuves évidentes et les accusateurs à les construire autour d'un «comportement supposé» (Gowing, 1996, 189). Les gestes, les plaisanteries et les regards adressés par l'épouse à d'autres hommes que le mari, la présence féminine dans des endroits qualifiés d'infréquentables (tavernes, bains publics, bordels, auberges), à des heures étranges et en mauvaise compagnie, engendrent des suspicions et font emprunter à l'épouse tous les traits de la débauche avant ou sans même que l'adultère soit commis. Catinca Cernătescu est intensément surveillée par son beau-frère, ainsi que par les apprentis et les serviteurs de la maison. Fille «gâtée»<sup>53</sup>, devenue épouse très vite, Catinca continue à se comporter dans la maison de mari comme dans la maison de ses parents: libre en gestes et en affects, avec la langue trop bien pendue au goût de certains, affichant un certain mépris pour son mari et la famille de ce dernier. Elle est, d'ailleurs, victime de sa propre conduite; tous ses proches se regroupent afin que l'adultère ne soit qu'une question entendue pour la chasser. Premier geste: l'affection à l'égard de son esclave tzigane est vue par le mari comme «une chose inhabituelle et odieuse parmi les marchands». Le beau-frère et le mari décrivent en détail ce rapport: elle l'embrasse partout dans la maison; il l'appelle «ma Catincuța»; elle le reçoit dans son lit; il la caresse sur les joues et elle répond par d'autres caresses. Pour renforcer tous ces

dières, les frères invoquent le témoignage de leur apprenti Nicolae. Celui-ci soutient que sa maîtresse lui a fait des propositions en lui disant qu'elle avait déjà couché avec d'autres hommes et qu'elle voulait faire l'amour avec lui aussi. Dans cette étape, le mari souligne ses efforts pour bien conserver sa réputation et son ménage. Il a convoqué ses beaux-parents et son parrain et a insisté auprès d'eux pour qu'ils conseillent à Catinca de changer son attitude. Même la bonne affirme que sa maîtresse est coupable de toutes les mésententes du couple. Le mari a besoin de rappeler devant les juges qu'il a tout essayé pour contrôler sa femme et l'empêcher de passer à l'acte. Il doit à la fois étaler son drame tout en atténuant la charge déshonorante que l'adultère possède aux yeux de tous.

Les serviteurs jouent un rôle important dans les procès d'adultère en tant que témoins et acteurs. Leur ubiquité et leur proximité les aident à tout voir, à tout écouter, à participer aux disputes, à être d'un côté ou d'un autre, à s'ériger en gardiens de l'honneur de leur maître, mais aussi à se substituer à lui dans son lit quand l'occasion se présente. L'apprenti Nicolae visite sa maîtresse toutes les nuits; ses absences sont observées par un autre apprenti qui le dénonce. La scène de l'adultère est déjà mûre et attend d'être jouée. À minuit, les voisins sont invités («pour que le flagrant délit ait plus d'autorité, ils ont envoyé un domestique réveiller tous les voisins»), les bougies sont éteintes, les serviteurs placés devant les fenêtres pour stopper la fuite et, enfin, la porte est forcée. Le tableau s'ouvre sous les yeux des curieux prêts à tout colporter: Nicolae dans sa chemise caché derrière la porte, la camériste cachée sous le lit et Catinca presque nue sous les couvertures. L'interrogatoire commence

toute de suite devant les serviteurs, les voisins et le père de la fille invité à participer au déshonneur. Catinca se défend en disant qu'elle était dans un profond sommeil et ne comprend pas la présence de l'apprenti dans sa chambre. De son côté, Nicolae reconnaît que ce n'est pas la première fois qu'il vient dans cette chambre, mais ajoute qu'il est venu à l'invitation de sa maîtresse. La camériste déclare qu'elle a essayé plusieurs fois de convaincre Catinca de renoncer à ses escapades, ayant toutes les chances d'être découverte, car les voisins ont vu «les traces de ses faits et ils ont tout avoué dans une lettre». Après un jugement rapide, l'épouse est enfermée dans la maison de l'archiprêtre où, selon un autre témoin, elle continue ses aventures. Les juges du tribunal ecclésiastique ne se laissent pas impressionner par ce procès si bien organisé par les protagonistes, surtout que le mariage n'a seulement duré qu'un mois et demi. Ils se demandent peut-être quand cette femme a eu le temps d'avoir tant d'aventures. Sandu a certes des preuves irréfutables et des témoins de première main, néanmoins, le tribunal ne lui accorde qu'une séparation temporaire avec droit de confisquer la dot de sa femme. Les magistrats croient qu'il s'agit simplement d'imaturité de la part de Catinca et que les membres des deux familles ont contribué à l'escalade de la situation<sup>54</sup>.

Cependant, autant pour les hommes que pour les femmes, la notion de séparation temporaire n'a pas de sens. Par cette mesure, l'Église accorde un répit aux époux et veut croire qu'ils réfléchiront à leurs fautes, s'en repentiront et reviendront ensuite à leur conjoint dans de meilleures dispositions. Mais, une fois sortis du tribunal, hommes et femmes s'impliquent parfois dans de

nouveaux rapports conjugaux. L'absence de registres paroissiaux et d'une pratique du document écrit font que leurs traces se perdent. Le registre ecclésiastique est la seule source d'information sur le statut d'un couple. Or, de tels registres existent seulement dans la capitale, Bucarest, parce que les archives du tribunal ecclésiastique y sont conservées. Dans ces circonstances, on peut raisonnablement penser que les citadins de la capitale se trouvent sous l'étroite surveillance du pouvoir mais que cet ordre se dissipe au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre.

Revenons à un cas concret pour illustrer notre propos : Catinca Cernătescu *vs* Sandu, marchand. Ils ont obtenu en 1817 une séparation temporaire, avec l'obligation de revenir au tribunal une année plus tard, époque à laquelle l'enquête aurait dû être refaite. En théorie, à ce moment-là, le tribunal devait trancher en faveur d'un divorce ou d'une réconciliation. Mais l'Église ne garde pas de preuve des mises en application de ses décisions. Elle délègue ces attributions aux prêtres paroissiaux, qui sont parfois informés de leurs tâches, mais le plus souvent non. À la campagne, ce manque de communication est évident et entraîne souvent des situations embarrassantes, mais pas vraiment surprenantes. Catinca Cernătescu revient ainsi au tribunal le 26 mai 1819 pour porter plainte contre son deuxième époux. Elle s'est en effet remariée dans un village du département de Mehedinți avec un certain Zamfirache. À cette occasion, les juges la retrouvent alors dans leurs archives et constatent qu'elle n'avait pas le droit de se marier puisqu'elle l'était déjà. Pour se défendre, la femme raconte que son ex-mari Sandu est aussi remarié et qu'ils se sont mis d'accord pour divorcer sans attendre la décision finale de

l'Église. Le tribunal considère les deux remariages nuls et décide le retour de Catinca à son premier mari, Sandu. Dans de tels cas, seul le hasard permet au pouvoir central d'avoir connaissance de la situation. Quand le métropolite Dionisie se fâche et demande qui a eu le courage de faire un tel mariage non canonique, l'enquêteur, un autre clerc, répond que le mariage et la cérémonie religieuse ont été faits par «les prêtres de là» (c'est-à-dire ceux du département Mehedinți)<sup>55</sup> qui eux ne connaissent pas le contenu de la décision prise à Bucarest, par l'institution centrale et leur supérieur, le métropolite<sup>56</sup>.

## CONCLUSION

S'il est vrai que chaque justiciable reçoit un acte écrit contenant la résolution du procès le concernant, les gens n'utilisent pourtant ces actes seulement quand ils ont intérêt à le faire et les cachent quand ils ne leur sont pas utiles. De son point de vue, l'Église s'efforce de comprendre les gens et leurs problèmes, de proposer les meilleures solutions et d'offrir des médiations efficaces pour préserver la famille. Mais elle constate assez souvent que ces idées de justice, d'ordre ou d'entente ne sont pas interprétées de la même façon par les fidèles. Obligés de s'insérer dans un cadre rigide et d'accepter des sentences préétablies, les hommes et les femmes se conforment souvent pour échapper à la punition et désertent dès que l'occasion se présente. Parfois, pour de telles affaires, l'impuissance transparait dans les lignes d'un rapport. Au sujet d'un cas qui lui donne du fil à retordre, le

métropolite Grégoire écrit ainsi : «Nous avons décidé de la faire entrer en religion malgré elle (ce qu'elle nous avait elle-même promis précédemment) et à cause de sa nature et de ses mœurs infâmes et enclines aux choses terrestres, la religion lui fournit non pas une expiation, mais une condamnation<sup>57</sup>.»

Les clercs-juges connaissent la capacité qu'ont les acteurs sociaux de réinventer une situation. Ils savent que, parfois, les apparences d'un adultère peuvent être mises en scène en tissant autour des comportements appropriés et que l'accusation de «mauvaise vie» trouve des appuis dans les frictions de tous les jours, transformés en un drame à travers une plainte. Le rôle du tribunal ecclésiastique est d'abord d'écouter ces hommes et ces femmes arrivés devant la justice pour raconter leurs histoires. Le tribunal essaie ensuite de convaincre les époux que l'ordre privé est garant de l'ordre social et qu'ils doivent se plier à cet ordre pour leur propre bien et celui de la collectivité. L'ambitieux programme de cette cour ne colle pas toujours avec les revendications des acteurs sociaux. C'est pourquoi il arrive que les hommes et les femmes continuent de se disputer ou de se réconcilier en dehors de la cour, à penser l'idée de justice à partir de leurs propres besoins et à «oublier» les conséquences d'une sentence.

Constanța VINTILĂ-GHIȚULESCU  
*Institut d'histoire « Nicolae Iorga »,  
 1, boulevard Aviatorilor,  
 011851 Bucarest,  
 Roumanie.  
 cghitulescu@hotmail.com*

## NOTES

1. BAR, ms. 648, fol. 33 r<sup>o</sup>-34 r<sup>o</sup>, 26 février 1814. Toutes les traductions sont de l'auteur.

2. Les procès sont jugés d'après la *Pravila cea Mare* (la Grande Loi) ou la *Pravila cea Sfântă* (la Sainte Loi), c'est-à-dire la *Îndreptarea Legii* (La règle de la loi). Mentionnons que le titre «*Îndreptarea legii*» n'est jamais écrit dans un document. On utilise d'habitude les dénominations suivantes : La Grande Loi, La Sainte Loi, La Loi sainte ou on indique le nom de l'auteur cité, Constantin, Leu (Léon), Harmenopoulos, saint Basile, en précisant la page, le chapitre, l'article et le paragraphe invoqué. Le code fut rédigé et publié à l'époque de Matei Basarab (1632-1654), plus exactement en 1652. C'est un code de lois où sont mêlées les règles du droit canonique et celles du droit laïc de l'ancienne législation byzantine, dans lequel «les lois impériales ont été ajoutées aux lois ecclésiastiques» (Georgescu, 1966, 219). Il est utilisé de façon continue jusqu'au Règlement organique de 1831 et, après cela, seulement dans les affaires matrimoniales, jusqu'en 1865, date de l'apparition du Code civil.

3. Il faut préciser que les justiciables appartiennent pour la plupart au menu peuple : des artisans de la ville, de petits marchands, de petits officiers, des paysans aisés ou pauvres pour qui l'alliance matrimoniale ne constitue pas un lien aussi fort que pour un boyard. En outre, la dot, élément essentiel dans un procès, est souvent déjà dilapidée, les économies de la famille se trouvant parfois dans la même situation. Les boyards divorcent aussi, mais parce que l'alliance matrimoniale et la dot sont des enjeux importants dans leur cas, leurs procès sont plus longs et plus compliqués.

4. Tous les cas retrouvés dans cette étude ont été instruits par le tribunal ecclésiastique de la Métropole de Bucarest (le siège de l'Église orthodoxe).

5. Un couple peut se séparer pour toute une série de motifs, minutieusement détaillés dans les textes, mais dont les plus fréquents dans la pratique sont : la vie misérable, l'abandon de la famille et du domicile conjugal, l'adultère et la mauvaise conduite associée à la luxure, la bigamie, la perte de la virginité avant le mariage, la maladie, la vie monastique (*Îndreptarea legii*, 1962, 180-232). Nous nous arrêtons ici seulement sur les deux principaux motifs – mauvaise vie et

adultère – qui rassemblent le plus d'acteurs et entraînent la grande majorité des disputes.

6. Roderick Phillips fait la même constatation pour Rouen au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, dans le cadre de la législation révolutionnaire qui a permis le divorce : «La prépondérance féminine vis-à-vis du divorce paraît résulter de l'infériorité légale et sociale de la femme au XVIII<sup>e</sup> siècle, infériorité qui était évidemment insupportable pour de nombreuses femmes dans le contexte du mariage» (Phillips, 1979, 389; 1980, 57-56). Évoquant les cas de séparations de corps dans la France d'Ancien Régime, Alain Lottin explique ce phénomène par «une certaine émancipation des femmes» (Lottin, 1975, 113).

7. Les prêtres ordinaires doivent obligatoirement se marier avant leur ordination. Leur mariage est soumis à certaines contraintes : ils n'ont le droit de se marier qu'une seule fois, leur épouse doit être une vierge, le divorce entraîne l'exclusion de l'ordre clérical. Les clercs-juges se recrutent parmi les moines qui ont une certaine éducation et une culture théologique, tandis que les enquêteurs sont des prêtres paroissiaux ou des archiprêtres.

8. Dans le cas de conflits conjugaux, une peine canonique est souvent prononcée : prières, pénitences, excommunication s'appliquent aux maris dans l'espoir de les faire changer de comportements. Dans le même sens va l'obligation d'observer un programme centré sur la pratique religieuse. Les juges prescrivent un tel programme pour Andrei, du faubourg Scaune (Chaises), à Bucarest, marié depuis 19 ans avec Zamfira, passé par une première réconciliation, arrivé de nouveau devant le tribunal pour la même «mauvaise vie». À la demande de sa femme, le tribunal l'oblige à «aller à l'église tous les dimanches et toutes les fêtes, à écouter les saintes messes et à se confesser pendant les carêmes. Et s'il veut mériter, il doit aussi communier». Le programme est supposé l'aider à «abandonner l'alcool et sa cruauté». Le contrôleur de ce programme est le prêtre paroissial qui, en fonction de l'assiduité du mari, peut recommander le retour au mariage (suspendu durant l'exécution de cette peine canonique) ou l'excommunication (BAR, ms. 636, fol. 2 v<sup>o</sup>, 16 octobre 1780). Voir aussi l'application et l'interprétation de ce type de peines chez Ingram (1987, 52-56).

9. BAR, ms. 648, fol. 33 r<sup>o</sup> - 34 r<sup>o</sup>, 26 février 1814.
10. BAR, ms. 637, fol. 5 v<sup>o</sup> - 6 v<sup>o</sup>, 3 octobre 1784.
11. DANIC, ms. 143, fol. 215 r<sup>o</sup> - 217 v<sup>o</sup>, 27 juin 1793.
12. L'ivresse et la dissipation constituent les principaux motifs des disputes conjugales retrouvées dans d'autres analyses, parmi lesquelles mentionnons les plus importantes: Dessertine, 1981; Farge, Foucault, 1982; Stone, 1990; Ronsin, 1990; Amussen, 1994; Laé, 1996; Leneman, 1998; Lombardi, 2001.
13. *Sluger*: officier inférieur auprès de la cour princière, chargé de l'approvisionnement en viande.
14. BAR, ms. 648, fol. 36, 1813.
15. Stănescu, 1906, 407-408, 6 mai 1793.
16. BAR, ms. 636, fol. 81 r<sup>o</sup> - 82 v<sup>o</sup>, 1<sup>er</sup> octobre 1781.
17. BAR, ms. 648, fol. 34 r<sup>o</sup>, 1813.
18. BAR, ms. 68, fol. 86 r<sup>o</sup>, 28 mars 1783.
19. Sur la définition de ce terme en Angleterre, voir aussi Stone (1990, 198-206).
20. BAR, ms. 648, fol. 34 r<sup>o</sup>.
21. L'ordonnance du prince Ioan Caragea (1812-1818) attire l'attention des juges sur les mensonges du peuple: «Toujours quand il s'agit de litiges, il est difficile de trouver et de pourchasser la vérité, et même si on la cherche, plusieurs fois elle ne peut pas être trouvée. Et quand elle est trouvée, il est difficile de la différencier du mensonge, parce que le mensonge apparaît par instant sous le visage de la vérité.» Il s'agit seulement d'un petit fragment de cette ordonnance qui parle des pièges dans lesquels les juges peuvent tomber en raison de cette fragile frontière entre vérité et mensonge (DANIC, Fonds Mitropolia Țării Românești, DXXXVIII/1, 23 décembre 1815).
22. DANIC, ms. 140, fol. 28 v<sup>o</sup>-29 r<sup>o</sup>, 29 mai 1798.
23. BAR, ms. 638, fol. 190 r<sup>o</sup>, le 12 avril 1784.
24. BAR, ms. 637, fol. 10 r<sup>o</sup>-13 r<sup>o</sup>, 30 juillet 1784.
25. Dans une lettre de réconciliation, le coupable a l'obligation d'énoncer tous les faits qui lui sont reprochés, l'engagement de changer de conduite et le châtement qu'il recevra s'il ne s'amende pas. Le châtement est consigné dans ce document, puis lu et relu en conseil devant les conjoints pour leur rappeler ce qu'ils doivent à l'indulgence

du métropolite et que toute récidive leur apportera non seulement une punition canonique, mais également une punition pénale mise en œuvre par la justice du prince. Une telle lettre contient la mention suivante: «Afin d'asseoir nos affirmations, nous avons rédigé un acte que nous avons inscrit dans le registre de la Sainte Métropolie, par lequel ledit s'engage fermement et se lie par des serments de vivre en paix avec sa femme.» Ces lettres dites de réconciliation sont signées par des témoins et échangées devant la cour entre les partenaires qui rentrent ensuite chez eux.

26. BAR, ms. 4027, fol. 33 r<sup>o</sup> - 38 r<sup>o</sup>.
27. BAR, ms. 637, fol. 5 v<sup>o</sup> - 6 v<sup>o</sup>, 3 octobre 1784. Ce droit de remariage (l'Église orthodoxe permet trois mariages) est entre les mains du métropolite qui l'accorde ou non en fonction de la participation à la réconciliation, de l'âge et des fautes des partenaires. Ainsi peut-il retirer le droit au remariage aux deux partenaires, lorsque ni l'un ni l'autre n'a fait le moindre effort pour se réconcilier. Un seul peut perdre le droit de se remarier s'il est la cause des conflits à l'intérieur du couple ou encore s'il s'est opposé à la réconciliation. Il peut parfois être rétabli par une lettre de dispense quelques années plus tard.
28. Il s'agit d'une séparation de corps et de biens accordée, d'habitude, dans une première étape du procès de divorce. Les époux se séparent pour six mois ou une année; le mari a l'obligation de restituer la dot à sa femme et de lui assurer une somme pour sa nourriture et ses habits. Après cette période de séparation, le procès est repris et le tribunal décide si les époux divorcent ou se réconcilient. Cette séparation est envisagée comme une période de réflexion propice à changer un comportement. Elle n'est qu'un autre instrument de ce programme de redressement. Sur la notion de séparation de corps dans d'autres sociétés voir Ronsin (1990, 26); Stone (1990, 192-194); Phillips (2004, 54-56); Lombardi (2008, 90-94).
29. BAR, ms. 637, fol. 67 v<sup>o</sup> - 69 r<sup>o</sup>.
30. BAR, ms. 637, fol. 10 r<sup>o</sup>-13 v<sup>o</sup>.
31. DANIC, ms. 140, fol. 28 v<sup>o</sup> - 29, 28 mai 1798.
32. BAR, ms. 636, fol. 91 r<sup>o</sup>.
33. BAR, ms. 638, fol. 220 r<sup>o</sup>.
34. DANIC, fonds Mitropolia Țării Românești, CCCLX/1, 21 août 1816.
35. DANIC, fonds Mitropolia Țării Românești, CCCLXXVIII/1, 18 juillet 1819.



36. BAR, ms. 640, 80 r° - v°, 3 octobre 1805.
37. BAR, ms. 3932, f. 87 r° - v°, 19 septembre 1800.
38. Ce sujet a bénéficié de quelques analyses bien faites et utiles pour toute recherche (Burke 1987; Gowing, 1996; Capp, 2003).
39. DANIC, ms. 143, fol. 215 r°- 217 v°, 26 septembre 1793.
40. BAR, ms. 638, fol. 190 r°, 12 avril 1784.
41. BAR, ms. 637, fol. 149 v°, 21 octobre 1784.
42. BAR, ms. 638, fol 195 r° - v°, 3 mai 1784.
43. Les tziganes sont encore des esclaves à cette époque. Ils occupent une place importante dans la domesticité et font partie des items dotaux des familles aisées en tant que serviteurs liés à la maison. Ils se soumettent à la même loi du pays, *Îndreptarea legii*.
44. DANIC, fonds Mitropolia Țării Românești, CCCLX/1, 21 août 1816.
45. BAR, ms. 638, fol. 197 r°- 197 v°, 11 juillet 1782.
46. BAR, ms. 1336, fol. 7 r°.
47. BAR, ms. 1336, fol. 24 r°.
48. *Ibid.*
49. Les archives révèlent deux lettres de réconciliation données par Petco : 3 mai et 18 juillet 1784 (BAR, ms. 638, fol. 169 r°, 195 r° - v°, 212 r°).
50. Le mari reçoit la soumission absolue de sa femme qui promet d'être obéissante et d'abandonner « toutes les voies mauvaises ». Avant d'obtenir cet engagement, la femme a été punie par les autorités locales : d'abord elle a été fustigée en public, ensuite enfermée dans une prison. En fait, ce châtiment la pousse à demander pardon et à promettre de revenir chez elle (BAR, ms. 634, fol. 65 r° -v°, 5 août 1772).
51. BAR, ms. 644, fol. 37 r°- 38 r°, 22 octobre 1801.
52. DANIC, ms. 143, fol. 103 v° - 104 v°, 4 mars 1792.
53. Il s'agit de l'affirmation du père. Il soutient qu'il ne connaît pas la conduite de sa fille, étant parti toute la journée; la mère seule porte toute la responsabilité d'une éducation lacunaire. Il recommande à son gendre l'utilisation de la correction physique pour bien soumettre et redresser sa femme. Cette recommandation a lieu au début du conflit.
54. DANIC, fonds Mitropolia Țării Românești, CCCLX/1, 21 août 1816.
55. Ces prêtres ont été exclus.
56. DANIC, fonds Mitropolia Țării Românești, CCCLX/2 et 3, 7 juillet 1819.
57. Il s'agit d'un cas d'adultère où la femme coupable se plie chaque fois à la décision ecclésiastique et la transgresse dès qu'elle quitte le tribunal. Enfermée au monastère, elle demande pardon et promet de changer son attitude; pardonnée, elle vole des biens dans sa maison et s'enfuit avec un autre. Ce comportement se répète pendant quelques années jusqu'à ce que le tribunal décide de lui donner une punition exemplaire : la faire nonne (BAR, ms. 634, fol. 128 r° - 129 r°, document du 17 mai 1765).

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Sources manuscrites

Biblioteca Academiei Române [Bibliothèque de l'Académie roumaine], Bucarest (BAR) :

- Registres de l'Église orthodoxe pour les actes dotaux, les testaments, les divorces et autres litiges, 1700-1865.

Direcția Arhivelor Naționale Istorice Centrale [Direction des Archives Nationales Historiques Centrales], Bucarest (DANIC) :

- Registres de l'Église orthodoxe pour les actes dotaux, les testaments, les divorces et autres litiges, 1700-1865.

• Fonds Mitropolia Țării Românești [Métropole de la Valachie].

### Sources publiées

CANTEMIR, Dimitrie (1973), *Descrierea Moldovei*, Minerva, Bucarest (première édition 1717 à la demande de l'Académie de Berlin).

*Îndreptarea legii* (1652), 1962, Bucarest, Editura Academiei Române.

*Leginirea Caragea* (1818), 1955, Bucarest, Editura Academiei Române.

STĂNESCU, Dumitru (1906), *Viața religioasă la români și influența ei asupra vieții publice*, Bucurest.

## Études

AMUSSEN, Susan Dwyer (1985), «Féminin / Masculin: Le genre dans l'Angleterre de l'époque moderne», *Annales E.S.C.*, 2, 269-287.

AMUSSEN, Susan Dwyer (1988), *An Ordered Society. Gender and Class in Early Modern England*, Oxford, Basil Blackwell.

AMUSSEN, Susan Dwyer (1994), "Being Stirred to Much Uniqueness: Violence and Domestic Violence in Early Modern England", *Journal of Women's History*, 6/2, 70-89.

BURKE, Peter (1987), "The Art of Insult in Early Modern Italy", *Culture and History*, 2, 68-79.

CAPP, Bernard (1999), "The Double Standard Revisited: Plebeian Women and Male Sexual Reputation in Early Modern England", *Past and Present*, 162, 70-100.

CAPP, Bernard (2003), *When Gossips Meet: Women, Family and Neighbourhood in Early Modern England*, Oxford, Oxford University Press.

DAVIS, Natalie Zemon (2003), *Ficțiunea în documentele de arhivă*, Bucurest, Nemira [orig. *Fiction in The Archives: Pardon Tales and their Tellers in Sixteenth-Century France*, Cambridge, 1987].

DESSERTINE, Dominique (1981), *Divorcer à Lyon sous la Révolution et l'Empire*, Lyon, PUL.

FARGE, Arlette, FOUCAULT, Michel (1982), *Le désordre des familles. Lettres de cachet des Archives de la Bastille*, Paris, Gallimard.

FOUCAULT, Michel (1997), *A supraveghea și a pedepsi. Nașterea închisorii*, Bucurest, Humanitas [orig. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975].

GEORGESCU, Valentin Al. (1966), «Contribuții la studiul culturii juridice române în sec. al XVIII-lea», *Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie «Alexandru Xenopol» Iași*, t. III, 213-221.

GHIȚULESCU, Constanța (2004), *În șahvari și cu ișlic. Biserică, sexualitate, căsătorie și divorț în Țara Românească a secolului al XVIII-lea* [Église, sexualité, mariage et divorce dans la Valachie au XVIII<sup>e</sup> siècle], Bucurest, Humanitas.

GOWING, Laura (1996), *Domestic Dangers: Women, Words, and Sex in Early Modern London*, Oxford, Clarendon Press.

INGRAM, Martin (1987), *Church Courts, Sex and Marriage in England, 1570-1640*, Cambridge, Cambridge University Press.

LAE, Jean-François (1996), *L'instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes et Cie.

LENEMAN, Leah (1998), *Alienated Affections. The Scottish Experience of Divorce and Separation, 1684-1830*, Edinburgh, Edinburgh University Press.

LOMBARDI, Daniela (2001), *Matrimoni di antico regime*, Bologna, Il Mulino.

LOMBARDI, Daniela (2008), *Storia del matrimonio. Dal Medioevo a oggi*, Bologna, Il Mulino.

LOTTIN, Alain et al. (1975), *La désunion du couple sous l'Ancien Régime. L'exemple du Nord*, Lille, Publications de l'université de Lille III.

PHILLIPS, Roderick (1979), «Le divorce à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle», in *Annales E.S.C.*, 2, 385-398.

PHILLIPS, Roderick (1980), *Family Breakdown in Late Eighteenth-Century France: Divorces in Rouen, 1792-1803*, Oxford, Oxford University Press.

PHILLIPS, Roderick (2004), *Untying the Knot. A Short History of Divorce*, Cambridge, Cambridge University Press.

RONSIN, Francis (1990), *Le contrat sentimental. Débats sur le mariage, l'amour, le divorce de l'Ancien Régime à la Restauration*, Paris, Aubier.

STONE, Lawrence (1990), *Road to divorce. England 1530-1987*, Oxford, Oxford University Press.

THOMAS, Keith (1959), "The double Standard", *Journal of the History of Ideas*, XX, 2, 195-217.

UNGUREANU, Mihai-Răzvan (2004), *Conver-tire și integrare religioasă în Moldova la începutul epocii moderne* [*Conversion et intégration reli-gieuse dans la Moldavie au début de l'époque moderne*], Iași, Editura Universității Alexandru Ioan Cuza.

VINTILĂ-GHIȚULESCU, Constanța (2004 /2005), "Divorce and Divortiality in Eighteenth-Century Romanian Society", *Südost-Forschungen*, 63/64,188-210.

## RÉSUMÉ

À partir de quelques cas de divorce, notre recherche se penche sur les rapports entre les acteurs sociaux et le pouvoir ecclésiastique. Elle essaie de saisir la manière de mettre en scène un procès et le rôle de chaque acteur dans la manipulation de la loi et de la procé-dure. Le terrain de l'analyse est la Valachie entre 1750 et 1830, dont les archives judiciaires ont gardé trace des attitudes et des affects des hommes et des femmes face aux conflits matrimoniaux. Ceux-ci conçoivent différemment l'idée de mésentente conjugale: les femmes l'associent à l'économie du ménage tandis que les hommes prêtent plus d'attention

à l'honneur. Le voisinage participe également à l'interprétation et à la médiation d'un conflit tant au sein de la communauté qu'au tribunal où les voisins agissent à titre de témoins. Ces témoignages se révèlent utiles pour distinguer les versions parfois contradictoires livrées par les justiciables et leurs familles. Les clercs-juges travaillent avec toutes ces informations tout en poursuivant leur propres objectifs : main-tenir la Sainte Famille et l'ordre au sein de la communauté. Cependant, ces efforts arrivent à des résultats imprévisibles parce que la nature humaine se montre parfois difficile à soumettre.

## SUMMARY

Starting from a few divorce cases, our research provides insights on the relationship between the social actors and clerical power. The research tries to reflect the manner in which a trial was organized and the role each of the actors had in handling the law and the procedure. The field of the analysis is Wala-chia, between 1750 and 1830, for which the judicial archives of an ecclesiastical court have kept the attitudes and feelings of men and women involved in matrimonial conflicts. They perceived the notion of mar-ital disagreement in different fashions: women linked it to the monetary reserve of

the household, while men gave honor a grea-ter importance. The neighborhood also parti-cipated in interpreting and mediating conflicts in the community as well as in court, where neighbors acted as witnesses. Their testimonies are useful to compare and contrast contradictory stories offered by the actors and their families. Magistrate-priests built upon the basis of this information, while maintaining their main goals: preserv-ing the Holy Family and the order within the community. Still, these efforts led to unpredictable results, as human nature some-times rejects compliance.